

2014-12-05

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

---

### Projections économiques pour la Belgique – Automne 2014

(Article pour la Revue économique du mois de décembre 2014)

Cet article présente les nouvelles projections macroéconomiques de la Banque pour la période 2014-2016. Celles-ci ont, pour la première fois, été réalisées en se fondant sur les comptes nationaux établis selon le SEC 2010. Elles prennent déjà en considération les mesures décidées par le nouveau gouvernement fédéral, même si toutes les modalités n'en étaient pas encore connues au moment de la clôture de l'exercice. Parmi ces mesures, la suspension temporaire des mécanismes d'indexation des salaires et des revenus de remplacement (le « saut d'index ») influence grandement les futurs développements macroéconomiques; les effets de ce dispositif ont fait l'objet d'une attention particulière et d'une analyse détaillée qui est exposée dans un encadré.

Malgré un premier semestre en demi-teinte, la conjoncture internationale actuelle se caractérise par la poursuite d'une reprise modérée, laquelle devrait se consolider dans les années à venir. Si la croissance est globalement toujours plus élevée dans les économies émergentes, l'économie chinoise s'est ralentie et les tensions géopolitiques ont lourdement pesé sur la croissance en Russie. Dans les économies avancées, l'activité s'est aussi essouffée au début de 2014 sous l'influence de facteurs temporaires, notamment aux Etats-Unis. Dans la zone euro, la croissance a piétiné au deuxième trimestre dans les pays « core », tandis qu'elle s'est accélérée dans la plupart des pays périphériques, qui ont mis en œuvre les programmes d'ajustement les plus ambitieux afin de rehausser leur compétitivité. Selon les projections de l'Eurosystème, le PIB en volume de la zone euro progresserait de 0,8 % en 2014, avant de grimper jusqu'à 1,5 % en 2016. L'inflation dans la zone euro augmenterait graduellement aussi, tout en restant très faible, atteignant à peine 1,3 % en 2016.

La reprise économique s'est infléchie plus vivement qu'escompté en Belgique à partir du deuxième trimestre de cette année, dans un contexte d'effritement de l'activité dans la zone euro et d'érosion de la confiance des entreprises et des consommateurs. L'expansion de l'activité demeurerait modeste durant la seconde moitié de l'année, de sorte que la croissance annuelle ressortirait à 1 % en 2014. En 2015, l'activité ne croîtrait que de 0,9%, avant de s'élever à 1,4 % en 2016. Sur l'horizon de projection, la contribution de la demande intérieure demeurerait grosso modo inchangée: la limitation de la croissance salariale pèserait sur les dépenses des ménages, certes de manière discrète étant donné le lissage de la consommation dans le temps; les investissements des entreprises devraient peu à peu reprendre vigueur, à mesure que la demande finale s'accroît et que leurs profits augmentent. En revanche, étant donné les mesures d'économie décidées par les nouveaux gouvernements, la contribution des dépenses publiques à la croissance diminuerait progressivement. Le raffermissement de la croissance en 2016 serait donc principalement dû aux exportations nettes, qui iront en se renforçant, à mesure que l'amélioration de la compétitivité-coût se transmet graduellement aux performances à l'exportation des firmes belges.

En 2014, les créations nettes d'emploi atteindraient près de 18 000 unités, mais se cantonneraient essentiellement aux branches des services non marchands et à l'emploi indépendant. Environ 45 000 postes supplémentaires seraient créés (en termes cumulés) en 2015 et en 2016, en conséquence du raffermissement de la croissance et de l'allègement du coût du travail. Compte tenu de l'évolution attendue de la population active et de la réintégration au sein de celle-ci des chômeurs âgés autrefois dispensés de recherche d'emploi, une légère décline du taux de chômage ne serait visible qu'à partir de 2016.

L'inflation, qui a significativement reculé en Belgique ces derniers mois, se replierait à 0,6 % en 2014, soit un niveau très bas qui est partiellement imputable à l'abaissement de la TVA sur l'électricité et qui s'inscrit dans un environnement désinflationniste généralisé dans la zone euro. En 2015 et en 2016, l'évolution des prix et des coûts en Belgique serait largement influencée par l'ensemble des mesures visant à réduire les coûts salariaux (non seulement le saut d'index, mais également la poursuite du gel des salaires réels et les diminutions des cotisations patronales). Ceci comprimerait l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire l'inflation expurgée de l'influence des prix des composantes volatiles, tandis que l'inflation totale devrait pour sa part se redresser quelque peu, pour s'établir à 1,2 % en 2016, en raison du renchérissement des produits énergétiques et alimentaires.

Les mesures inscrites aux budgets du nouveau gouvernement fédéral et des entités fédérées ont été prises en compte en conformité avec les dispositions applicables aux exercices de prévision de l'Eurosystème. Dans ce contexte, on s'attend à ce que le déficit public recule sensiblement sur l'horizon de projection, retombant de 3,2 % du PIB en 2014 à 2,1 % en 2016. La dette publique se stabiliserait aux alentours de 107 % du PIB.

| <b>Projections pour l'économie belge: synthèse des principaux résultats</b><br>(pourcentages de variation par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire) |       |        |        |        |
|---|-------|--------|--------|--------|
|   | 2013  | 2014 e | 2015 e | 2016 e |
| <b>CROISSANCE</b> (données corrigées des effets de calendrier)  |       |        |        |        |
| PIB en volume   | 0,3   | 1,0    | 0,9    | 1,4    |
| Contributions à la croissance:  |       |        |        |        |
| Dépenses intérieures, hors variation des stocks   | -0,1  | 1,2    | 1,2    | 1,2    |
| Exportations nettes de biens et de services   | 1,0   | 0,7    | -0,3   | 0,2    |
| Variation des stocks  | -0,7  | -1,0   | 0,0    | 0,0    |
| <b>PRIX ET COÛTS</b>  |       |        |        |        |
| Indice des prix à la consommation harmonisé   | 1,2   | 0,6    | 0,8    | 1,2    |
| Indice-santé  | 1,2   | 0,4    | 0,7    | 1,1    |
| Déflateur du PIB  | 1,5   | 0,6    | 0,9    | 1,0    |
| Termes de l'échange   | 0,1   | 0,5    | 0,3    | 0,1    |
| Coûts salariaux par unité produite dans le secteur privé  | 2,2   | 0,3    | 0,3    | -0,2   |
| Coûts salariaux horaires dans le secteur privé  | 2,4   | 0,8    | 0,6    | 0,2    |
| Productivité horaire dans le secteur privé  | 0,2   | 0,5    | 0,3    | 0,5    |
| <b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>  |       |        |        |        |
| Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, milliers de personnes)  | -12,4 | 17,9   | 19,3   | 25,2   |
| <i>p.m. Variation en cours d'année, milliers de personnes<sup>1</sup></i>   | 12,2  | 24,0   | 17,8   | 32,1   |
| Volume total de travail <sup>2</sup>  | -0,1  | 0,3    | 0,6    | 0,8    |
| Taux de chômage harmonisé (pourcentages de la population active)  | 8,4   | 8,5    | 8,8    | 8,7    |
| <b>REVENUS</b>  |       |        |        |        |
| Revenu disponible réel des particuliers   | -0,2  | 0,8    | 0,9    | 0,8    |
| Taux d'épargne des particuliers (pourcentages du revenu disponible)   | 13,5  | 13,5   | 13,4   | 13,3   |
| <b>FINANCES PUBLIQUES</b>   |       |        |        |        |
| Solde de financement (pourcentages du PIB)  | -2,9  | -3,2   | -2,5   | -2,1   |
| Solde primaire (pourcentages du PIB)  | 0,3   | -0,2   | 0,4    | 0,7    |
| Dette publique (pourcentages du PIB)  | 104,5 | 106,6  | 107,0  | 106,8  |
| <b>COMPTE COURANT</b> (selon la balance des paiements, pourcentages du PIB)   |       |        |        |        |
|   | 0,1   | 1,4    | 1,3    | 1,5    |
| Sources: CE, DGSIE, ICN, BNB.   |       |        |        |        |
| <sup>1</sup> Différences entre le quatrième trimestre de l'année considérée et le quatrième trimestre de l'année précédente.  |       |        |        |        |
| <sup>2</sup> Nombre total d'heures ouvrées dans l'économie.   |       |        |        |        |